

Accord interprofessionnel

**CRÉATION DU FONDS D'ASSURANCE FORMATION
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

(6 juillet 1972)

**AVENANT N° 9 DU 24 FÉVRIER 2006
RELATIF AU FONDS D'ASSURANCE FORMATION**

NOR : ASET0650504M

Les organisations signataires du présent avenant conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Le 1^{er} alinéa de l'intitulé de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Convention du 6 juillet 1972, modifiée les 22 juin 1973, 9 avril 1974, 30 juillet 1979, 25 janvier 1985, 10 juillet 1992, 30 novembre 1993, 13 février 1995, 25 mai 1998 et 24 février 2006 créant l'AGEFOS PME ».

Article 2

Le 1^{er} alinéa du préambule de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est remplacé par 5 alinéas, qui deviennent les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e alinéas, ainsi rédigés :

« Les parties contractantes, c'est-à-dire :

- la CGPME, pour la partie patronale ;
- les 5 confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée ou y ayant adhéré, constitutive du fonds d'assurance formation des salariés des PME, AGEFOS PME (nommées confédérations syndicales de salariés signataires dans les différents textes statutaires), pour la partie salariée,

tenant compte de la situation particulière des petites et moyennes entreprises au regard de l'application du livre IX du code du travail intégrant les dispositions de la loi du 4 mai 2004, de l'accord national interprofessionnel du

5 décembre 2003 et de ses avenants, de l'accord collectif du 20 septembre 2004 et de son avenant, considèrent que :

AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, doit, en prenant en compte notamment les réalités régionales, dans le cadre de son organisation déconcentrée, y compris par la contractualisation avec les pouvoirs publics, réaliser les objectifs suivants : ».

Au 2^e alinéa du préambule de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 6^e alinéa, les mots : « professionnelle continue et d'éducation permanente » sont remplacés par les mots : « tout au long de la vie professionnelle ».

Le 3^e alinéa du préambule de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est remplacé par 2 alinéas, qui deviennent les 7^e et 8^e alinéas, ainsi rédigés :

« – mettre à la disposition des entreprises et de leurs salariés et assurer le financement d'un large éventail d'actions de formation et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003, ainsi que d'actions d'information, de sensibilisation et de conseil.

Ces différentes actions, concourant en particulier à la professionnalisation, visent à améliorer et à développer la qualification des salariés, notamment dans le cadre du plan de formation. Elles s'appuient sur la personnalisation des parcours de formation. Elles sont choisies paritairement au mieux des intérêts de l'une et l'autre partie ; ».

Au 5^e alinéa du préambule de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 10^e alinéa, après les mots : « le choix des actions de formation », sont ajoutés les mots : « et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 concourant en particulier à la professionnalisation ; ».

Au 7^e alinéa du préambule de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 12^e alinéa, après les mots : « de moins de 10 salariés » sont ajoutés les mots : « , y compris en renforçant l'aide au remplacement des salariés partis en formation ; ».

Le 8^e alinéa du préambule de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 13^e alinéa, est ainsi rédigé :

« – favoriser la qualification et l'insertion professionnelle tant des jeunes que des adultes, notamment à travers les dispositions légales et contractuelles en vigueur, en particulier le contrat de professionnalisation ; ».

Après le 9^e alinéa du préambule de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 14^e alinéa, il est ajouté un 15^e alinéa nouveau ainsi rédigé :

« – contribuer, notamment à travers ses structures déconcentrées, à une politique de complémentarité entre les objectifs de l'AGEFOS PME et ceux des branches professionnelles en s'appuyant, en tant que de besoin, sur le croisement des politiques d'emploi et de formation définies au plan national avec les priorités liées aux besoins territoriaux. »

Article 3

Le titre de l'article 1^{er} « Objet du fonds » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé : « Champ et objet du fonds. »

Le 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est remplacé par 2 alinéas, qui deviennent les 1^{er} et 2^e alinéas, ainsi rédigés :

« AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, est un organisme paritaire collecteur agréé dont le champ d'intervention est national et interprofessionnel, comprenant les départements et territoires d'outre-mer.

Il a pour objet, sous la responsabilité d'un conseil d'administration national paritaire : ».

Au 2^e alinéa de l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 3^e alinéa, après les mots : « des actions de formation », sont ajoutés les mots : « et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ».

Le 3^e alinéa de l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 4^e alinéa, est ainsi rédigé :

« de définir, en fonction des objectifs généraux énoncés dans le préambule, des dispositions des accords mentionnés au 1^{er} alinéa de ce préambule et de la loi du 4 mai 2004, une politique de formation ; ».

Au 6^e alinéa de l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 7^e alinéa, après les mots : « mission de conseil », sont ajoutés les mots : « d'information et de sensibilisation, » et après les mots : « actions de formation », sont ajoutés les mots : « et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ».

Après le dernier alinéa de l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, sont ajoutés 2 alinéas nouveaux ainsi rédigés :

« – dans une optique de renforcement de la prospective, de mettre en œuvre une mission de prospective sur l'évolution des métiers et des qualifications ;

– de financer des études et des recherches intéressant la formation. »

Article 4

Le 1^{er} alinéa de l'article 2 « Organisation du fonds d'assurance formation des salariés des PME » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, a un caractère national et interprofessionnel. »

Le 2^e alinéa de l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Il est régi par les dispositions du livre IX du code du travail et les dispositions conventionnelles qui lui sont applicables, dont l'accord collectif du 20 septembre 2004, signé entre la CGPME et les 5 confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, et son avenant ainsi que la présente convention et ses statuts joints en annexe. »

Le 5^e alinéa de l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« – 10 représentants désignés par les 5 confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, à raison de 2 représentants pour chaque organisation. »

Le 6^e alinéa de l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion du fonds. Il est seul habilité à intervenir au nom du fonds auprès des pouvoirs publics sur les plans nationaux interprofessionnel, territorial interprofessionnel ainsi qu'auprès des branches professionnelles et à contracter, à ces différents niveaux, tout accord et convention. Il peut déléguer à une association de gestion régionale, dans le cadre du contrat de mandat mentionné ci-après, la possibilité de contractualiser au plan territorial. »

Le 7^e alinéa de l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« L'AGEFOS PME comprend des sections régionales mises en place en liaison avec les représentants régionaux des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée – c'est-à-dire la CGPME, pour la partie patronale, et les 5 confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, pour la partie salariée, – dûment mandatés à cet effet. Ces sections sont gérées par des associations (Loi de 1901 et de 1908) qui prennent la dénomination suivante : AGEFOS PME..., (suivie du nom de la région couverte par la section). »

Au 12^e alinéa de l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « agrément de » sont remplacés par les mots : « délégation de gestion à ».

Au 21^e alinéa de l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « de l'agrément concomitant de » sont remplacés par les mots : « de la délégation de gestion concomitant à ».

Article 5

Dans le titre de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « de formation » sont remplacés par les mots : « liées aux actions de formation et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ».

Le sous-chapitre « Adhésion des entreprises » du chapitre « A) Adhésion » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« L'adhésion au fonds d'assurance formation dénommé AGEFOS PME concerne les entreprises visées aux articles L. 951-1 et L. 952-1 du code du travail, ainsi définies :

- les entreprises qui versent directement à AGEFOS PME tout ou partie de leurs contributions au développement de la formation professionnelle continue ;
- les entreprises relevant d'une branche professionnelle ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte et la gestion de leurs contributions au développement de la formation professionnelle continue ;

- les entreprises et groupes, y compris ceux qui sont hors champ, ayant par accord collectif ou de groupe, au sens des dispositions de l'article L. 132-19-1 du code du travail, désigné AGEFOS PME pour le versement de tout ou partie de leurs contributions au développement de la formation professionnelle continue.

Cette adhésion peut se faire à tout moment de l'année pour une période de 3 ans, renouvelable pour une même durée par tacite reconduction.

L'adhésion, quelle qu'en soit la date effective, prend toujours effet rétroactivement au 1^{er} janvier de l'année en cours.

Les entreprises qui ne souhaitent pas renouveler leur adhésion doivent le faire savoir au moins 3 mois avant la fin de chaque période triennale. Elles restent engagées dans tous les effets de la convention d'adhésion jusqu'à la date de la fin de la période triennale en cours. »

Au 1^{er} alinéa du sous-chapitre « Entreprises occupant au moins 10 salariés » du chapitre « B) Versement des contributions » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « la totalité du montant de la contribution obligatoire minimum : sont remplacés par les mots : « tout ou partie du montant de sa contribution obligatoire minimum ».

Au 1^{er} alinéa du sous-chapitre « Entreprises occupant au moins 10 salariés » du chapitre « B) Versement des contributions » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « de la loi du 31 décembre 1991 et de la loi de finances de l'année considérée » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 951-1 du code du travail. »

Le 3^e alinéa du sous-chapitre « Entreprises occupant au moins 10 salariés » du chapitre : « B) Versement des contributions » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est supprimé.

Le 4^e alinéa du sous-chapitre « Entreprises occupant au moins 10 salariés » du chapitre « B) Versement des contributions » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est supprimé.

A l'alinéa unique du sous-chapitre « Entreprises occupant moins de 10 salariés » du chapitre « B) Versement des contributions » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « de la loi du 31 décembre 1991, de la loi du 27 janvier 1993 et de la loi de finances de l'année considérée » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 952-1 du code du travail ».

Le titre du chapitre « E) Conditions de prise en charge des dépenses de formation » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« E) Conditions de prise en charge des dépenses liées aux actions de formation et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ».

A l'alinéa unique du sous-chapitre « Entreprises occupant au moins 10 salariés » du chapitre « E) Conditions de prise en charge des dépenses de formation » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « des dépenses de formation » sont remplacés par les mots : « des dépenses liées aux actions de formation et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ».

A l'alinéa unique du sous-chapitre « Entreprises occupant moins de 10 salariés » du chapitre « E) Conditions de prise en charge des dépenses de formation » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « des dépenses de formation » sont remplacés par les mots : « des dépenses liées aux actions de formation et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ».

Au 2^e alinéa du sous-chapitre « Entreprises occupant au moins 10 salariés » du chapitre : « F) Mutualisation » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « des contrats d'insertion en alternance » sont remplacés par les mots : « des contrats ou des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation tel que prévu au 4^e alinéa de l'article L. 951-1 du code du travail, ».

Le 3^e alinéa du sous-chapitre « Entreprises occupant au moins 10 salariés » du chapitre : « F) Mutualisation » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est supprimé.

Au 2^e alinéa du sous-chapitre « Entreprises occupant moins de 10 salariés » du chapitre « F) Mutualisation » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « des contrats d'insertion en alternance, » sont remplacés par les mots : « des contrats ou des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation tel que prévu au 3^e alinéa de l'article L. 952-1 du code du travail, ».

Au chapitre « F) Mutualisation » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, il est ajouté un 3^e sous-chapitre ainsi rédigé :

« Entreprises ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation.

Les sommes consacrées par les entreprises ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation sont versées à l'AGEFOS PME conformément aux dispositions relatives à l'article L. 961-9 du code du travail.

Les sommes ainsi versées sont collectées et gérées selon un régime particulier dans les conditions définies par le conseil d'administration national d'AGEFOS PME.

Elles sont utilisées conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Un plan de financement est proposé à chaque entreprise ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation. Il est fonction des dispositions contractuelles formalisant l'option de l'entreprise mentionnée précédemment et des règles établies par le conseil d'administration national d'AGEFOS PME sur le régime particulier de collecte et de gestion applicable. »

Article 6

Après l'intitulé de l'article 4 « Politique de formation » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée et avant le sous-chapitre « Plan de formation » de l'article, sont ajoutés 2 alinéas nouveaux ainsi rédigés :

« Le conseil d'administration national d'AGEFOS PME détermine les principes de la politique de formation conduite par le fonds. Les principes ainsi définis respectent les règles et orientations formulées dans le cadre de

ses missions par la CPNAA ou par les commissions paritaires nationales de branche ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions de leurs entreprises ressortissantes au développement de la formation professionnelle continue.

Il définit aussi les dispositions techniques et financières nécessaires à la mise en œuvre de ces principes, y compris en matière de mutualisation. »

Au 1^{er} alinéa du sous-chapitre « Plan de formation » de l'article 4 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, après les mots : « la définition et le suivi de la politique » sont ajoutés les mots : « actualisée chaque année ».

Au 4^e alinéa du sous-chapitre « Plan de formation » de l'article 4 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, après les mots : « actions de formation », sont ajoutés les mots : « et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ».

Le titre du 2^e sous-chapitre de l'article 4 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Contrats et périodes de professionnalisation

DIF (4^e alinéa de l'article L. 951-1 et 3^e alinéa de l'article L. 952-1 du code du travail).

Le 1^{er} alinéa du 2^e sous-chapitre de l'article 4 de la convention du 6 juillet 1972 modifié est ainsi rédigé :

« La définition et le suivi de la politique actualisée chaque année relative au contrat de professionnalisation, à la période de professionnalisation et au DIF (tel que prévu au 4^e alinéa de l'article L. 951-1 et au 3^e alinéa de l'article L. 952-1 du code du travail) sont de la compétence du conseil d'administration national d'AGEFOS PME. »

Au 5^e alinéa du 2^e sous-chapitre de l'article 4 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « d'actions de formation en alternance » sont remplacés par les mots : « d'actions de formation et autres actions et moyens tels que définis à l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ».

Le 9^e alinéa du 2^e sous-chapitre de l'article 4 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« – la réalisation de prévisions sur le nombre d'embauches envisagées dans le cadre du contrat de professionnalisation et sur les entreprises concernées par les contrats de professionnalisation, les périodes de professionnalisation et le DIF, ».

Le 11^e alinéa du 2^e sous-chapitre de l'article 4 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« – la définition des procédures pour analyser et coordonner les besoins de formation correspondant aux contrats de professionnalisation, aux périodes de professionnalisation et au DIF. »

Au 1^{er} alinéa du 3^e sous-chapitre « Formation dans les entreprises de moins de 10 salariés » de l'article 4 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, après les mots : « la définition et le suivi de la politique » sont ajoutés les mots : « actualisée chaque année ».

A l'article 4 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, il est ajouté un 4^e sous-chapitre ainsi rédigé :

« Formation dans les entreprises ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation.

La mise en œuvre et le suivi des aspects spécifiques de la formation liée au DIF dans les entreprises ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation sont de la compétence du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME. Ils s'exercent dans le respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Celui-ci peut, conformément aux termes du contrat de mandat visé à l'article 2 de la présente convention, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux conseils d'administration des sections régionales dans le cadre de leurs responsabilités financières et territoriales. »

Article 7

Le titre de l'article 5 « Dépôt des ressources du fonds » de la convention du 6 juillet 1972 est ainsi rédigé : « Ressources du fonds ».

A l'article 5 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, avant le 1^{er} alinéa, qui devient le 6^e alinéa, sont ajoutés 5 alinéas nouveaux, qui deviennent les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e alinéas, ainsi rédigés :

« Les ressources du fonds sont les suivantes :

- les contributions légales et conventionnelles versées par les entreprises au titre du développement de la formation professionnelle continue ;
- les subventions et contributions spécifiques de l'Union européenne, de l'Etat, des régions et des départements ;
- d'autres contributions et versements conformes à l'objet social du fonds ;
- les dons versés à l'AGEFOS PME et les revenus des sommes placées dans les établissements financiers. »

Article 8

Au 5^e alinéa de l'article 6 « Comptabilité nationale et régionale, trésoriers, bilan national des associations de gestion régionales et des sections professionnelles, commissaires aux comptes » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, après les mots : « reddition des comptes liée au mandat » sont ajoutés les mots : « et le rapport de gestion annuel ».

Au 6^e alinéa de l'article 6 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « les comptes consolidés » sont remplacés par les mots : « les comptes combinés ».

Article 9

Le 1^{er} alinéa du sous-chapitre « B) Financement du fonctionnement des sections régionales » de l'article 7 « Financement du fonctionnement : de l'AGEFOS PME au niveau national, des sections régionales, des sections

professionnelles, financement des organisations » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Le fonctionnement des sections régionales, défini dans le cadre du contrat de mandat, est financé par une rémunération allouée par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME sur les contributions des entreprises collectées par les associations de gestion régionales. »

Au 2^e alinéa du sous-chapitre « B) Financement du fonctionnement des sections régionales » de l'article 7 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots : « Le montant et les modalités de ce prélèvement sont fixés » sont remplacés par les mots : « Le montant et les modalités de cette rémunération sont fixés annuellement ».

L'alinéa unique du sous-chapitre « D) Financement des organisations » de l'article 7 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Le financement des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, gestionnaires du fonds, – c'est-à-dire la CGPME, pour la partie patronale, et les 5 confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, pour la partie salariée, – ainsi que le financement au niveau national des organisations représentatives au plan national interprofessionnel s'effectuent conformément aux dispositions réglementaires (art. R. 964-1-14, R. 964-1-15 et R. 964-1-16 du code du travail) et conventionnelles en vigueur. »

Article 10

L'alinéa unique de l'article 10 « Cessation d'activité du fonds » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« En cas de cessation d'activité, pour quelque cause que ce soit, les biens d'AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, doivent être dévolus, sur décision du conseil d'administration national du fonds, à un ou des organismes de même nature. »

Fait à Paris, le 24 février 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME).

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;
CGT ;
CFE-CGC ;
CFTC ;
CFDT.